

## ARRÊTÉ DU PRÉSIDENT N°PPAC 23.524

### Ouverture et organisation d'une enquête publique portant sur la déclaration de projet n° 1 valant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la Métropole Rouen Normandie

Mis en ligne le 16 novembre 2023

**Le Président de la Métropole Rouen Normandie,**

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.5217-2 ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment les articles L.153-54 à L.153-59, et L.300-6 ;

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L.123-1 et suivants, R.123-1 et suivants ;

Vu le décret n°2014-1604 du 23 décembre 2014 portant création de la Métropole dénommée « Métropole Rouen Normandie » ;

Vu la délibération du Conseil métropolitain en date du 13 février 2020, approuvant le Plan local d'urbanisme (PLU) de la Métropole Rouen Normandie ;

Vu la délibération du Conseil métropolitain du 25 septembre 2023 approuvant la décision de ne pas réaliser d'évaluation environnementale,

Vu l'arrêté du Président n° 23.186 du 2 mai 2023 prescrivant la déclaration de projet n°1 emportant mise en compatibilité du PLU,

Vu l'avis conforme n° MRAe 2023-4907 de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale, rendu le 22 juin 2023, ne soumettant pas la proposition de déclaration de projet à évaluation environnementale ;

Vu la décision n° E23000053 / 76 du Président du Tribunal administratif de Rouen du 24 août 2023 désignant le commissaire enquêteur ;

Vu l'ensemble des pièces constituant le dossier de la proposition de déclaration de projet n°1 valant mise en compatibilité du PLU soumis à l'enquête publique ;

Après consultation du commissaire enquêteur ;

**CONSIDERANT** la nécessité de soumettre à enquête publique la proposition de déclaration de projet n° 1 valant mise en compatibilité du PLU de la Métropole Rouen Normandie, afin d'assurer la participation du public au regard des évolutions projetées.

# ARRÊTÉ DU PRÉSIDENT N°PPAC 23.524

## ARRÊTE

### ARTICLE 1<sup>ER</sup> : OBJET DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

Le Président de la Métropole Rouen Normandie a engagé l'évolution de son Plan Local d'Urbanisme métropolitain (PLU) par le biais d'une procédure de déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU au titre du code de l'urbanisme.

Cette proposition de déclaration de projet porte sur la création d'un pôle d'équipement qui regroupe :

- La construction d'un nouveau centre d'incendie et de secours,
- L'extension et la réhabilitation de la salle polyvalente existante.

Le projet de pôle d'équipements impacte les parcelles D 613, 264, 33, 36 et 37 sises route de Quévillon à Saint Martin de Boscherville. De plus, les communes de Sahurs, Hénouville, Quévillon et Saint-Pierre de Manneville seront également desservies par la nouvelle caserne.

L'objectif de la déclaration de projet n°1 valant mise en compatibilité du PLU est de modifier le classement d'une emprise de 6258 m<sup>2</sup> de la zone urbaine à vocation d'habitat (UBA2) et d'une emprise 2345 m<sup>2</sup> de la zone naturelle (NO) afin d'intégrer ces 8603 m<sup>2</sup> en zone urbaine d'équipements (UE).

Conformément aux dispositions de l'article L.153-54 du code de l'urbanisme, cette déclaration de projet est soumise à enquête publique.

### ARTICLE 2 : DATES DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

Cette enquête publique se déroulera du **2 janvier 2024 à 9h00 au 2 février 2024 à 17h00** soit 32 jours consécutifs.

### ARTICLE 3 : AUTORITÉ RESPONSABLE DE LA DECLARATION DE PROJET AUPRÈS DE LAQUELLE DES INFORMATIONS PEUVENT ÊTRE DEMANDÉES – SIÈGE DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

L'autorité responsable du projet est la Métropole Rouen Normandie, établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de planification urbaine.

Le siège de l'enquête est situé à l'adresse suivante :

Métropole Rouen Normandie  
Le 108  
108, allée François Mitterrand  
CS 50589 – 76006 ROUEN CEDEX

Les informations relatives à l'organisation de l'enquête peuvent être demandées auprès de la Métropole Rouen Normandie – Département Territoires et Proximité – Pôle de Proximité Austreberthe Cailly ([enquetepubliquePPAC@metropole-rouen-normandie.fr](mailto:enquetepubliquePPAC@metropole-rouen-normandie.fr)) ou à l'adresse postale indiquée ci-dessus.

### ARTICLE 4 : CONSTITUTION DU DOSSIER D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Le dossier soumis à l'enquête publique comprend notamment :

0. La note générale d'organisation de l'enquête publique.
1. Les pièces administratives comprenant :



## ARRÊTÉ DU PRÉSIDENT N°PPAC 23.524

- L'arrêté du Président n° 23-186 du 2 mai 2023 prescrivant la déclaration de projet n° 1 valant mise en compatibilité du PLU ;
  - La décision n° E23000053 / 76 du Président du Tribunal administratif de Rouen du 24 août 2023, désignant le commissaire enquêteur ;
  - Le présent arrêté d'ouverture et d'organisation de l'enquête publique relative à la déclaration de projet n° 1 valant mise en compatibilité du PLU ;
  - La délibération du Conseil métropolitain n° C2023\_0547 du 25 septembre 2023 confirmant l'avis de la MRAe ;
2. **Les avis législatifs et réglementaires** comprenant l'avis conforme de l'autorité environnementale et le procès-verbal de l'examen conjoint ;
3. **La notice de présentation** de la proposition de déclaration de projet n° 1 valant mise en compatibilité du PLU ;
4. **Les pièces du PLU modifiées.**

### ARTICLE 5 : INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES

La proposition de déclaration de projet n° 1 valant mise en compatibilité du PLU a fait l'objet d'un examen au cas par cas par la Métropole, en tant que personne publique responsable du projet.

Cet examen a été transmis pour avis à la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe), saisie le 10 mai 2023. L'autorité environnementale a rendu un avis conforme exprès/tacite n° MRAe 2023-4907 le 22 juin 2023 confirmant que cette déclaration de projet ne devait pas être soumise à évaluation environnementale. Cet avis est joint au dossier d'enquête publique.

Par délibération du 25 septembre 2023, le Conseil métropolitain a pris acte de l'avis de la MRAe qui a décidé de ne pas soumettre ce projet à évaluation environnementale.

### ARTICLE 6 : DÉSIGNATION DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Afin de conduire l'enquête publique portant sur la déclaration de projet n° 1 valant mise en compatibilité du PLU, Monsieur le Président du Tribunal administratif de Rouen, par décision n° E23000053 / 76 du 24 août 2023, a désigné :

- En tant que commissaire enquêteur M. Jean-Bernard BEHETS, ingénieur expert ;
- En tant que suppléant au commissaire enquêteur, M. Etienne DURAND, commissaire divisionnaire retraité.

### ARTICLE 7 : MODALITÉS SELON LESQUELLES LE PUBLIC POURRA CONSULTER LE DOSSIER D'ENQUÊTE PUBLIQUE

L'enquête publique sera réalisée à la fois sous forme dématérialisée et sous forme papier afin que le public puisse consulter le dossier d'enquête sous ces deux formats.

Le commissaire enquêteur conduira l'enquête de manière à permettre au public de disposer d'une information complète sur le dossier d'enquête. Celui-ci sera consultable :

## ARRÊTÉ DU PRÉSIDENT N°PPAC 23.524

- **En version numérique :**
  - Sur le site internet du registre numérique « <https://www.registre-numerique.fr/mrn-plu-mec1> », accessible 7j/ 7, et 24h/24, pendant toute la durée de l'enquête.
  - Sur une borne informatique mise à disposition en accès libre au siège de l'enquête, aux jours et heures d'ouverture habituels.
- **En version papier :** un dossier complet sera disponible dans les deux lieux d'enquête publique, aux jours et heures d'ouverture habituels : au siège de l'enquête publique (le 108) et à la mairie de Saint-Martin de Boscherville.

Dès la publication du présent arrêté d'ouverture de l'enquête et durant celle-ci, toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de Monsieur le Président de la Métropole Rouen Normandie.

### **ARTICLE 8 : MODALITÉS SELON LESQUELLES LE PUBLIC POURRA PRÉSENTER SES OBSERVATIONS ET PROPOSITIONS**

Pendant toute la durée de l'enquête, le public pourra formuler ses observations et propositions :

- **Par voie numérique :**
  - Sur le site internet du registre numérique : « <https://www.registre-numerique.fr/mrn-plu-mec1> » accessible 7j/ 7, et 24h/24, pendant toute la durée de l'enquête ;
  - Par courrier électronique, à l'adresse de messagerie suivante : « [mrn-plu-mec1@mail.registre-numerique.fr](mailto:mrn-plu-mec1@mail.registre-numerique.fr) ».
- **Par voie manuscrite :**
  - Sur un registre papier mis à la disposition du public à la Mairie de Saint-Martin de Boscherville, aux jours et heures d'ouverture habituels ;
  - Par courrier adressé par voie postale au commissaire enquêteur, au siège de l'enquête publique :

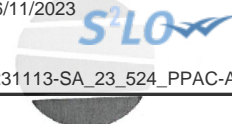
Monsieur le commissaire enquêteur  
Déclaration de projet n°1 valant mis en compatibilité du PLU  
Métropole Rouen Normandie  
Le 108  
Direction de la Planification Urbaine  
108, allée François Mitterrand  
CS 50589 - 76006 ROUEN CEDEX

- Lors des permanences du commissaire enquêteur organisées en mairie de Saint-Martin de Boscherville, aux horaires indiqués à l'article 9 ci-dessous.

Les observations et propositions du public, formulées par courrier électronique, sur le registre en format papier et par courrier postal, seront versées régulièrement et seront consultables sur le site du registre numérique mentionné précédemment.

Les observations et propositions du public transmises par voie postale lors de l'enquête publique sont également consultables au format papier au siège de l'enquête.





## ARRÊTÉ DU PRÉSIDENT N°PPAC 23.524

Il est de la responsabilité de chaque participant à l'enquête publique, s'il souhaite rester anonyme, de ne faire état d'aucune information personnelle (nom, coordonnées, adresse, etc..) sur les registres papiers, ou d'activer l'option prévue à cet effet sur le registre numérique.

Pour pouvoir donner lieu à un examen par le commissaire enquêteur, les observations et propositions devront être émises sur les registres ou envoyées par voie postale pendant la durée de l'enquête, soit du 2 janvier 2023 à 9h00 au 2 février 2023 17h00 dernier délai – jour et heure de clôture de l'enquête.

### ARTICLE 9 : PERMANENCES DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations et propositions lors de permanences précisées dans le tableau ci-dessous.

Il est rappelé que l'accès aux permanences en présentiel est subordonné au respect des consignes sanitaires en vigueur.

Communes	Lieux d'enquête	Jours et horaires des permanences
Saint-Martin de Boscherville	Mairie – 17 chaussée Saint-Georges (76840)	<ul style="list-style-type: none"><li>- Le mardi 02/01/24 de 9h00 à 12h00</li><li>- Le samedi 20/01/24 de 9h00 à 12h00</li><li>- Le vendredi 02/02/24 de 14h00 à 17h00</li></ul>

### ARTICLE 10 : PUBLICITÉ DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

La publicité de l'enquête publique, répondant aux dispositions des articles L.123-10 et R.123-11 du code de l'environnement, sera réalisée selon les modalités suivantes :

- Un avis d'information au public reprenant les indications du présent arrêté et les dates d'ouverture et de clôture de l'enquête publique, sera publié par voie de presse en caractères apparents, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête.
- Au moins quinze jours avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de l'enquête, il sera procédé à l'affichage de cet avis, au siège de la Métropole Rouen Normandie et à la Mairie de Saint-Martin de Boscherville.
- Dans le même délai du précédent alinéa, l'avis et le présent arrêté seront consultables sur le site internet du registre numérique (<https://www.registre-numerique.fr/mm-plu-mec1>) et sur le site de la Métropole Rouen Normandie ([www.metropole-rouen-normandie.fr](http://www.metropole-rouen-normandie.fr)).

### ARTICLE 11 : CLÔTURE DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

À l'expiration du délai d'enquête prévu à l'article 2 du présent arrêté, le registre d'enquête en format papier sera transmis sans délai au commissaire enquêteur qui le clôturera.

Dans le délai de huit jours suivant la réception des registres d'enquête, le commissaire enquêteur rencontrera les représentants de la Métropole Rouen Normandie pour leur communiquer les observations écrites et orales du public consignées dans un procès-verbal de synthèse.

Le Président de la Métropole disposera alors d'un délai de quinze jours pour produire ses observations en réponse à ce procès-verbal de synthèse.

## ARRÊTÉ DU PRÉSIDENT N°PPAC 23.524

### ARTICLE 12 : RAPPORT ET CONCLUSIONS DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

Le commissaire enquêteur établira un rapport circonstancié relatant le déroulement de l'enquête et examinant les observations recueillies.

Le rapport comportera le rappel de l'objet du projet, la liste de l'ensemble des pièces figurant dans le dossier d'enquête, une synthèse des observations du public, une analyse des observations et propositions produites durant l'enquête et, le cas échéant, les observations du Président de la Métropole en réponse aux observations du public. Il consignera ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables avec réserves ou défavorables au projet.

À défaut d'une demande motivée de report de délai adressée au Président de la Métropole par le commissaire enquêteur, celui-ci disposera de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête publique pour remettre son rapport et ses conclusions motivées. Il adressera simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées à Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Rouen.

### ARTICLE 13 : CONSULTATION PAR LE PUBLIC DU RAPPORT ET DES CONCLUSIONS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Le Président de la Métropole adressera une copie du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur d'enquête à la commune de Saint-Martin de Boscherville, ainsi qu'à Monsieur le préfet de Seine-Maritime pour y être tenue sans délai à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête. Ces documents seront également consultables sur le site internet de la Métropole ([www.metropole-rouen-normandie.fr](http://www.metropole-rouen-normandie.fr)), et au siège de la Métropole, 108 Allée François Mitterrand à Rouen, pendant ce même délai.

### ARTICLE 14 : DÉCISION POUVANT ÊTRE ADOPTÉE AU TERME DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE ET AUTORITÉ COMPÉTENTE POUR PRENDRE LA DÉCISION D'APPROBATION

À l'issue de l'enquête publique, la proposition de déclaration de projet n°1 valant mise en compatibilité du PLU, éventuellement modifiée pour tenir compte des avis des personnes publiques associées, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur sera soumise à l'approbation du Conseil métropolitain.

## ARRÊTÉ DU PRÉSIDENT N°PPAC 23.524

métropole  
ROUEN NORMANDIE

### ARTICLE 15 : EXÉCUTION DE L'ARRÊTÉ

Monsieur le Président de la Métropole Rouen Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée à :

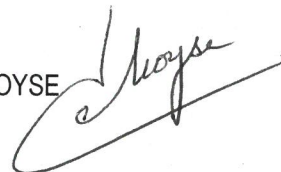
- Monsieur le commissaire enquêteur ;
- Monsieur le préfet de Seine-Maritime ;
- Monsieur le Président du Tribunal administratif de Rouen.

Fait à Rouen, le 13/11/2023

métropole  
ROUEN NORMANDIE

Pour le Vice-Président empêché,  
Le Vice-Président en charge du Logement, de  
l'Habitat et de la Politique de la ville

Joachim MOYSE



Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Rouen 53 avenue Gustave Flaubert – 76000 ROUEN, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et/ou notification.

Publié le :